



Des mécanismes démocratiques sont mis en place pour discuter périodiquement des besoins de la population et de l'utilisation des ressources naturelles, afin que des priorités soient établies collectivement

Pourquoi ce jalon?

- Au Québec, comme ailleurs au Canada, l'utilisation des ressources excède les seuils durables. Le Jour du dépassement, fixé au 15 mars 2024 pour le Canada (Global Footprint Network, 2023), illustre cette surexploitation.
- L'absence de mécanismes délibératifs réguliers empêche la société de participer à l'orientation de l'usage des ressources naturelles – notamment les matières premières, l'eau et l'énergie – selon ses besoins réels. Des habitants se voient parfois refuser leur place dans les processus décisionnels concernant la gestion des ressources. Certaines communautés, notamment autochtones, ont été historiquement exclues de la gestion de leurs territoires et ressources.
- Les plus grandes ressources naturelles du Québec se composent des forêts, des minéraux et des métaux. Elles sont un levier économique qui aide à la création d'emplois et contribuent au développement économique. Une bonne gestion et distribution de ces ressources est nécessaire pour assurer une exploitation durable et équitable tout en minimisant les conflits (Conseil du patronat du Québec, 2015).
- Les besoins de la population évoluent avec le temps; des mécanismes démocratiques périodiques sont nécessaires pour ajuster collectivement les priorités.

Niveau d'avancement

Mauvaise direction	On est au point mort	On se prépare	On est en route	On est bien avancés	Jalon atteint
--------------------	----------------------	---------------	-----------------	---------------------	---------------

Qui doit être mobilisé



Gouvernements et organismes publics



Milieu des affaires et du travail



Milieu associatif et citoyen

Comment pourrait-on s'y rendre ?

- Adopter une démocratie participative favorisant la transparence et l'inclusion (Osterberg-Kaufmann et al., 2023), notamment par des réunions publiques, des budgets participatifs, des sondages (OCDE, 2017) et d'autres espaces de participation citoyenne : l'expérience de Porto

Alegre (Brésil) a montré que, dès la première décennie du budget participatif (1989–1997), la connexion des foyers à l’eau et au système d’égouts est passée de 75 % à 98 %, démontrant l’impact d’une implication directe de la population sur le pilotage de ressources essentielles (Bhatnagar, 2003).

- Utiliser des outils comme l’indice de privation multidimensionnelle (MDDI) ou l’indice de capacité économique à répondre aux besoins essentiels (ECMEN) pour mieux cerner les besoins fondamentaux collectifs (WFP, 2023).
- Mettre en place des plateformes numériques délibératives pour recueillir les propositions citoyennes et orienter les décisions en matière de priorités. La ville de Barcelone a développé la plateforme [Decidim](#), qui permet aux citoyennes et citoyens de proposer, débattre et voter sur des projets municipaux, renforçant ainsi la transparence et la légitimité des décisions publiques.
- Créer des espaces de discussion et de concertation territoriale sur l’utilisation des ressources naturelles, réunissant des citoyens et des citoyennes, des spécialistes, des entreprises, des personnes marginalisées, des autorités publiques et l’ensemble des groupes concernés. Pour favoriser une participation large, il est essentiel d’adapter les lieux et horaires des rencontres, et d’aller à la rencontre des communautés.
- Renforcer les dispositifs du Bureau d’audiences publiques sur l’environnement (BAPE) afin qu’ils soient plus accessibles, inclusifs et réguliers. Des institutions similaires, comme la [Commission nationale du débat public](#) en France, offrent des cadres efficaces de participation sur des enjeux complexes liés aux ressources.

Qu’est-ce qui peut faciliter ce changement ?

- Plateformes existantes comme [Réalisons Montréal](#), combinant accessibilité, transparence et diversité des sujets, pouvant inspirer des démarches élargies à d’autres territoires.
- Expertise et engagement de centres de recherche québécois, qui appuient des transformations sociales ancrées dans des partenariats locaux.
- Potentiel de développer des campagnes d’éducation à la gouvernance des ressources, en lien avec les enjeux de transition écologique.

Qu’est-ce qui peut freiner sa mise en œuvre ?

- Une distribution inéquitable des responsabilités entre les niveaux de gouvernement et des résistances institutionnelles au changement.
- Un engagement civique inégal, combiné à un manque de reconnaissance des savoirs. Les populations autochtones et certains groupes sous-représentés font face à des obstacles structurels (langue, moyens, accès à l’information) pour participer efficacement aux consultations, ce qui restreint la diversité des voix dans la gestion des ressources.
- L’influence disproportionnée de certains groupes de pression – économiques, sociaux, environnementaux ou culturels – dans la définition des priorités. Des associations comme le [Centre québécois du droit de l’environnement](#) dénoncent que certains lobbies industriels peuvent peser fortement sur l’ordre du jour des consultations, contestant ainsi l’équilibre démocratique.

- Une certaine indifférence du public envers ces enjeux, liée à un déficit d'information ou de confiance envers les institutions.

Qu'est-ce qu'il reste à éclaircir ?

- Quels mécanismes démocratiques permettraient d'établir collectivement les priorités d'utilisation des ressources à l'échelle du Québec ?
- Comment structurer des espaces de participation permanents pour discuter périodiquement des besoins essentiels ?
- Quelles balises garantiront la représentativité et l'impact réel de ces mécanismes sur les décisions politiques et économiques ?
- Comment garantir que le seuil de nécessité soit établi de manière assez contraignante ?

Ressources

- Bhatnagar, Deepti; Rathore, Animesh; Moreno Torres, Magui; Das Kanungo, Parameeta. 2003. [Participatory budgeting in Brazil](#)
- Centre québécois du droit de l'environnement (s.d.). [Qu'est-ce que le BAPE ?](#)
- Conseil du patronat du Québec (2015). [Quebec's natural resources: a natural source of prosperity](#)
- ESG UQAM (s.d.). [Chaire de transition écologique : Mission](#)
- Global Footprint Network. 2023. [Country Overshoot Days 2024](#)
- Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs. (s.d.). [Campagnes de mobilisation pour la lutte contre les changements climatiques](#)
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques. 2017. [Recommendation of the Council on Open Government](#)
- Osterberg-Kaufmann, N., Stark, T. et Mohamad-Klotzbach, C. 2023. [Conceptualizing difference](#). Democratic Theory, 10(1).
- Rocque, S., Voyer, J., Langevin, J., Dion, C., Noël, M.-J., & Proulx, L.-M. (2002). [Participation sociale et personnes qui présentent des incapacités intellectuelles](#). Revue francophone de la déficience intellectuelle, 13, 62–67.
- United Nations Development Programme. 2022. Final Policy Brief 16.7.2: [Measuring Peace, Justice and Inclusion](#)
- Université Laval. (s.d.). [Institut en environnement, développement et société \(Institut EDS\)](#)
- Ville de Montréal. (s.d.). [Réalisons Montréal](#)
- World Food Programme. 2023. [Évaluation des besoins essentiels : Note d'orientation](#)

À propos

Cette fiche jalon met en lumière des pistes d'action concrètes et contextualisées pour accélérer la transition. Elle n'est pas prescriptive, mais vise à alimenter la réflexion, stimuler la mobilisation et favoriser l'alignement des efforts vers la [vision 2050: un futur circulaire souhaitable pour le Québec](#). Vos contributions pour l'enrichir sont les bienvenues à : info@rrecq.ca

Version : août 2025